





AOÛT 2020 LES CHIFFRES CLÉS DE L'IMMOBILIER

3754 E PRIX DU M² SIGNÉ en France, dans l'ancien

Renforcement des tensions sur les prix de l'ancien

+2,1%

PRIX DU M² SIGNÉ Évolution en France, dans l'ancien sur 3 mois

Poursuite de la hausse des prix dans les grandes villes

3,7%

MARGE DE NÉGOCIATION dans l'ancien, tous biens confondus

Les marges résistent et les prix augmentent

-24,2%

VOLUME DE TRANSACTIONS

trimestriel glissant

Un redémarrage de l'activité sans entrain





Prix/m² signé

4 540 €

-0,1%

+3,4% 7

2 764 €

-0.9%

+3,0% //

5 249 €





ÉVOLUTION DES PRIX EN FRANCE

RENFORCEMENT DES TENSIONS SUR LES PRIX DE L'ANCIEN

Durant la 2^{nde} quinzaine de mai, la demande a rebondi : une partie de ceux qui n'avaient pu finaliser leur projet d'achat durant le confinement sont revenus sur le marché. Ce rattrapage s'est poursuivi depuis, mais son ampleur s'est progressivement atténuée. Et les ventes réalisées en juillet ont juste réussi à se stabiliser par rapport à leur niveau de juin. Aussi, alors que les mois de mars à juillet portent habituellement 45 % des ventes de l'année, la crise a déjà privé le marché de 18 % de son activité annuelle qu'il sera impossible de rattraper en 2020.

Cette chute de l'activité qui s'alimente de la restriction de l'accès aux crédits immobiliers voulue par la Banque de France est synonyme de raréfaction de l'offre, face à une demande potentielle largement supérieure. Les tensions sur les prix restent donc vives et elles se sont même renforcées en juillet.

La hausse des prix des logements anciens se poursuit alors, sans s'affaiblir. En juillet, les prix signés (mesurés en niveau annuel glissant) ont ainsi augmenté de 5.2 % sur un an, contre + 4.0 % il y a un an à la même époque. Depuis le début de la crise actuelle, la hausse annuelle des prix se maintient donc à plus de 5 %. Et aucun mouvement de baisse générale ne se dessine : d'ailleurs, les prix n'ont reculé en juillet que dans 5 % des villes de plus de 100 000 habitants, confirmant le constat établi depuis avril dernier (contre 8 % en mars et 12 % en janvier et en février).

HAUSSE SOUTENUE DES PRIX DU NEUF

La hausse des prix des logements neufs reste soutenue. Pourtant, la demande ne s'est pas relevée, au-delà d'un rebond technique qui ne réussit pas à se transformer en véritable reprise. L'offre nouvelle est en panne, aussi bien sur le marché des maisons individuelles que sur celui des appartements commercialisés par des promoteurs : les déséquilibres de marché alimentent la hausse des prix. En outre, sur le marché des appartements, les tensions sur les prix des terrains constatées avant le confinement renforcent maintenant la hausse des prix des logements.

En juillet 2020, l'augmentation des prix a ainsi été de 3.4 % sur un an pour l'ensemble du marché, contre + 2.4 % il y a un an à la même époque. C'est sur le marché des appartements que la progression des prix est la plus rapide (+ 3.5 % sur un an, contre + 2.7 % en juillet 2019) et elle se poursuit à un rythme soutenu depuis février dernier. La progression des prix des maisons individuelles se fait néanmoins plus vive au fil des mois (+ 3.0 %, contre + 0.9 % il y a un an).

TÉLÉCHARGER 🕹

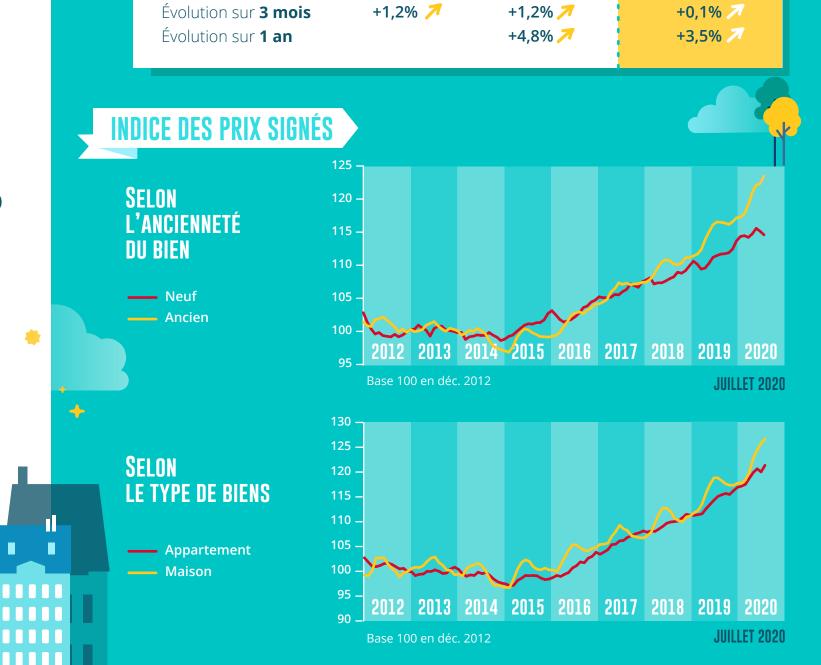
Cette analyse de Michel Mouillart

Tableau des prix

Graphique des prix signés selon l'ancienneté du bien

Graphique des prix signés selon le type de biens

Baromètre LPI-SeLoger - Août 2020



Prix/m² affiché Prix/m² signé

3 754 €

+2.1% 7

+5.2% 7

3 252 €

+3.2% 7

+5.7% 7

4 226 €

3 721 €

3 188 €

4 222 €

+1,1% 7

+1,2% 7

GLOBAL

Évolution sur **3 mois**

Évolution sur **1 an**

MAISON

Évolution sur 3 mois

Évolution sur **1 an**

APPARTEMENT

ÉVOLUTION DES PRIX DANS LE DÉTAIL DES VILLES

POURSUITE DE LA HAUSSE DES PRIX DANS LES GRANDES VILLES

En dépit de la crise sanitaire et de ses conséquences économique et sociale, la hausse des prix des appartements anciens se poursuit dans la quasi-totalité des villes de plus de 100 000 habitants. Elle est d'ailleurs de plus de 9 % sur un an dans le tiers des grandes villes (de plus de 7 % dans la moitié des villes). Et cela se constate partout, même dans des villes qui ont été durement touchées par la Covid-19 (Mulhouse, avec + 12.0 % sur un an), ou dans d'autres dont le marché est à la peine depuis un certain temps (Saint Etienne, avec + 12.1 % ou Limoges, avec + 8.6 %), ou dans celles que la demande semble avoir redécouvert (Le Havre, avec + 12.7 % ou Orléans, avec + 7.1 %).

Presque partout, la hausse des prix est au rendez-vous de l'après confinement, à la différence de la reprise d'activité. Et il est toujours improbable que, dans la plupart des grandes villes ou France entière, l'indice des prix des logements anciens recule en 2020 : il faudrait une chute de plus de 9 % des prix d'ici décembre pour que l'indice des prix n'affiche aucune hausse en 2020 (respectivement, un effondrement de plus de 16 %, pour une baisse de 3 %). D'ailleurs, ni les baisses de revenus attendues dans le sillage de la crise sanitaire, ni les restrictions de l'accès au crédit imposées par la Banque de France ne pourraient produire cela : et certainement pas dans les grandes villes.

En revanche, il est clair que les prix baissent dans certaines villes moyennes : mais le recul n'est pas récent, sur des territoires qui connaissent la dépression économique et sociale depuis un temps parfois assez long.

Et si la hausse des prix ralentit sur Paris, cela ne fait que confirmer une évolution amorcée dès l'été 2017. Et cette année encore, comme cela est fréquent durant l'été, les prix signés reculent pour le deuxième mois consécutif, principalement dans les arrondissements parmi les plus chers.

Carte des 16 villes sur 1 an



LES PRIX DANS LES VILLES

LES PRIX DES APPARTEMENTS DANS L'ANCIEN

SUR 1 AN DANS 124 VILLES

			Prix/m² Évolution signé prix signé				Prix/m² Évolution signé prix signé
Provence-Alpes-Côte d'Azur	BOUCHES-DU-RHONE	AIX-EN-PROVENCE	4 120 € -0,8 %	Île-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	EPINAY-SUR-SEINE	2 975 € +8,5 %
Midi-Pyrénées	TARN	ALBI	2 075 € +4,4 %	Haute-Normandie	EURE	EVREUX	1 445 € -4,9 %
Picardie	SOMME	AMIENS	2 343 € +1,3 %	Île-de-France	ESSONNE	EVRY-COURCOURONNES	1974 € -6,1 %
Pays de la Loire	MAINE-ET-LOIRE	ANGERS	2 676 € +12,2 %	Île-de-France	VAL-DE-MARNE	FONTENAY-SOUS-BOIS	5 593 € +5,7 %
Rhône-Alpes	HAUTE-SAVOIE	ANNECY	5 090 € +4,9 %	Provence-Alpes-Côte d'Azur	VAR	FREJUS	3 039 € -3,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	ALPES-MARITIMES	ANTIBES	3 993 € -1,5 %	Provence-Alpes-Côte d'Azur	ALPES-MARITIMES	GRASSE	2856 € +14,9 %
Ile-de-France	HAUTS-DE-SEINE	ANTONY	5 103 € +4,8 %	Rhone-Alpes	ISERE	GRENOBLE	2 791 € +3,7 %
Ile-de-France	VAL-DOISE	ARGENTEUIL	3 257 € +9,2 %	Provence-Alpes-Côte d'Azur	VAR	HYERES	3 345 € +0,6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	BOUCHES-DU-RHÔNE	ARLES	2 415 € -1,4 %	Ile-de-France	HAUTS-DE-SEINE	ISSY-LES-MOULINEAUX	8 146 € +8,8 %
Ile-de-France	HAUTS-DE-SEINE	ASNIÈRES-SUR-SEINE	6 117 € +4,8 %	Île-de-France	VAL DE MARNE	IVRY-SUR-SEINE	5 281 € +13,3 %
Ile-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	AUBERVILLIERS	3 633 € +4,8 %	Poitou-Charentes	CHARENTE-MARITIME	LA ROCHELLE	3 893 € +11,9 %
lle-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	AULNAY-SOUS-BOIS	2 862 € +2,8 %	Pays de la Loire	VENDÉE	LA ROCHE-SUR-YON	1 858 € 0,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	VAUCLUSE	AVIGNON	2 555 € -0,8 %	Provence-Alpes-Côte d'Azur	VAR	LA SEYNE-SUR-MER	2 409 € -8,1 %
Aquitaine	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	BAYONNE	3 345 € +2,2 %	Pays de la Loire	MAYENNE	LAVAL	1 660 € +14,0 %
Picardie	OISE	BEAUVAIS	1 864 € -3,9 %	Île-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	LE BLANC-MESNIL	2 916 € -4,0 %
Franche-Comte	DOUBS	BESANÇON	2 140 € +9,3 %	Haute-Normandie	SEINE-MARITIME	LE HAVRE	2 239 € +12,7 %
Languedoc-Roussillon	HERAULT	BÉZIERS	1651 € +13,7 %	Pays de la Loire	SARTHE	LE MANS	1 951 € +5,3 %
Île-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	BOBIGNY	2 905 € +2,8 %	lle-de-France	HAUTS-DE-SEINE	LEVALLOIS-PERRET	9 254 € +5,7 %
Île-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	BONDY	3 042 € +13,0 %	Nord-Pas-de-Calais	NORD	LILLE	3 459 € +6,5 %
Aquitaine	GIRONDE	BORDEAUX	4814€ +0,9%	Limousin	HAUTE-VIENNE	LIMOGES	1 703 € +8,6 %
Ile-de-France	HAUTS-DE-SEINE	BOULOGNE-BILLANCOURT	8 833 € +3,7 %	Bretagne	MORBIHAN	LORIENT	2 466 € +14,4 %
Centre	CHER	BOURGES	1 786 € +14,7 %	Rhone-Alpes	RHONE	LYON	5 536 € +11,5 %
Bretagne	FINISTERE	BREST	2018 € +7,5 %	Île-de-France	VAL-DE-MARNE	MAISONS-ALFORT	5 179 € -0,6 %
Basse-Normandie	CALVADOS	CAEN	2 534 € +5,5 %	Provence-Alpes-Côte d'Azur	BOUCHES-DU-RHONE	MARSEILLE	3 465 € +9,3 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	ALPES-MARITIMES	CAGNES-SUR-MER	3 792 € +2,7 %	Île-de-France	ESSONNE	MASSY	3 879 € +3,5 %
Nord-Pas-de-Calais	PAS-DE-CALAIS	CALAIS	1632 € +13,4 %	Île-de-France	SEINE-ET-MARNE	MEAUX	2 754 € +3,4 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	ALPES-MARITIMES	CANNES	4 792 € +3,1 %	Aquitaine	GIRONDE	MÉRIGNAC	3 489 € +9,6 %
Ile-de-France	VAL-DOISE	CERGY	2883€ +5,5%	Lorraine	MOSELLE	METZ	2 322 € +5,8 %
Rhône-Alpes	SAVOIE	CHAMBERY	2 736 € +5,2 %	Midi-Pyrénées	TARN-ET-GARONNE	MONTAUBAN	1 779 € +1,4 %
Ile-de-France	VAL-DE-MARNE	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	3 820 € +7,2 %	Languedoc-Roussillon	HERAULT	MONTPELLIER	3 342 € +7,0 %
Île-de-France	SEINE-ET-MARNE	CHELLES	3 115 € +5,7 %	Ile-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	MONTREUIL	6 495 € +9,8 %
Basse-Normandie	MANCHE	CHERBOURG-EN-COTENTIN	1914 € +4,9 %	Île-de-France	HAUTS-DE-SEINE	MONTROUGE	6 890 € +10,9 %
Pays de la Loire	MAINE-ET-LOIRE	CHOLET	1 485 € +0,6 %	Alsace	HAUT-RHIN	MULHOUSE	1716 € +12,0 %
Île-de-France	HAUTS-DE-SEINE	CLAMART	5 291 € +1,7 %	Lorraine	MEURTHE-ET-MOSELLE	NANCY	2 381 € +10,6 %
Auvergne	PUY-DE-DOME	CLERMONT-FERRAND	2 255 € +7,3 %	Ile-de-France	HAUTS-DE-SEINE	NANTERRE	5 036 € +4,4 %
Île-de-France	HAUTS-DE-SEINE	CLICHY	6 356 € +12,3 %	Pays de la Loire	LOIRE-ATLANTIQUE	NANTES	4066 € +12,2 %
Alsace	HAUT-RHIN	COLMAR	2 319 € +3,0 %	Languedoc-Roussillon	AUDE	NARBONNE	1853 € +4,5 %
lle-de-France	HAUTS-DE-SEINE	COLOMBES	5 191 € +5,3 %	lle-de-France	HAUTS-DE-SEINE	NEUILLY-SUR-SEINE	11 822 € +5,9 %
Île-de-France	ESSONNE	CORBEIL-ESSONNES	2 410 € +9,8 %	Provence-Alpes-Côte d'Azur	ALPES-MARITIMES	NICE	4 407 € +4,2 %
Ile-de-France	HAUTS-DE-SEINE	COURBEVOIE	6 927 € +2,9 %	Languedoc-Roussillon	GARD	NÎMES	2 055 € -1,1 %
Ile-de-France	VAL-DE-MARNE	CRÉTEIL	4 186 € +3,6 %	Poitou-Charentes	DEUX-SÈVRES	NIORT	1721 € -10,4 %
Bourgogne	COTE-D OR	DIJON	2 591 € +6,8 %	lle-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	NOISY-LE-GRAND	3 923 € +8,5 %
lle-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	DRANCY	2 967 € +9,7 %	Centre	LOIRET	ORLÉANS	2 528 € +7,1 %
Nord-Pas-de-Calais	NORD	DUNKERQUE	1618€ -4,9 %	Île-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	PANTIN	6 181 € +8,6 %

				Prix/m² signé	Évolution prix signé
ı	Ile-de-France	PARIS	PARIS	10 656 €	+4,5 %
	Aquitaine	PYRENEES-ATLANTIQUES	S PAU	1 907 €	+8,4 %
	Languedoc-Roussillon	PYRENEES-ORIENTALES	PERPIGNAN	1 646 €	+4,1 %
	Aquitaine	GIRONDE	PESSAC	3 469 €	+9,2 %
	Poitou-Charentes	VIENNE	POITIERS	2 002 €	+1,1 %
	Bretagne	FINISTERE	QUIMPER	1 851 €	+13,8 %
	Champagne Ardenne	MARNE	REIMS	2 639 €	+6,0 %
	Bretagne	ILLE-ET-VILAINE	RENNES	3 620 €	+9,1 %
	Nord-Pas-de-Calais	NORD	ROUBAIX	2 312 €	+12,6 %
	Haute-Normandie	SEINE-MARITIME	ROUEN	2 548 €	+3,3 %
	Ile-de-France	HAUTS-DE-SEINE	RUEIL-MALMAISON	5 995 €	+4,9 %
	lle-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	SAINT-DENIS	4 019 €	+6,9 %
	Rhone-Alpes	LOIRE	SAINT-ÉTIENNE	1 526 €	+12,1 %
	Ile-de-France	VAL-DE-MARNE	SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS	5 609 €	+2,1 %
	Pays de la Loire	LOIRE-ATLANTIQUE	SAINT-NAZAIRE	2 359 €	+5,2 %
	Île-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	5 860 €	+7,9 %
	Picardie	AISNE	SAINT-QUENTIN	1 500 €	+13,1 %
	Île-de-France	VAL-D'OISE	SARCELLES	2 031 €	-5,6 %
	Île-de-France	YVELINES	SARTROUVILLE	3 857 €	+9,3 %
	Île-de-France	SEINE-SAINT-DENIS	SEVRAN	2 759 €	+10,4 %
	Alsace	BAS-RHIN	STRASBOURG	3 619 €	+4,4 %
	Provence-Alpes-Côte d'Azur	VAR	TOULON	2 607 €	+2,5 %
	Midi-Pyrenees	HAUTE-GARONNE	TOULOUSE	3 682 €	+5,9 %
	Nord-Pas-de-Calais	NORD	TOURCOING	2 245 €	-13,3 %
	Centre	INDRE-ET-LOIRE	TOURS	2 878 €	+7,0 %
	Champagne Ardenne	AUBE	TROYES	1 755 €	+14,9 %
	Rhone-Alpes	DROME	VALENCE	2 038 €	-0,6 %
	Bretagne	MORBIHAN	VANNES	3 162 €	+10,1 %
	Rhône-Alpes	RHÔNE	VAULX-EN-VELIN	2 178 €	+7,6 %
	Rhone-Alpes	RHONE	VÉNISSIEUX	2 200 €	-0,1 %
	Ile-de-France	YVELINES	VERSAILLES	7 295 €	+7,0 %
	Île-de-France	VAL-DE-MARNE	VILLEJUIF	4 932 €	
	Nord-Pas-de-Calais	NORD	VILLENEUVE-D'ASCQ	2 149 €	-10,4 %
	Rhone-Alpes	RHONE	VILLEURBANNE	3 642 €	+11,5 %



Île-de-France

Ile-de-France



VINCENNES

VITRY-SUR-SEINE

VAL-DE-MARNE

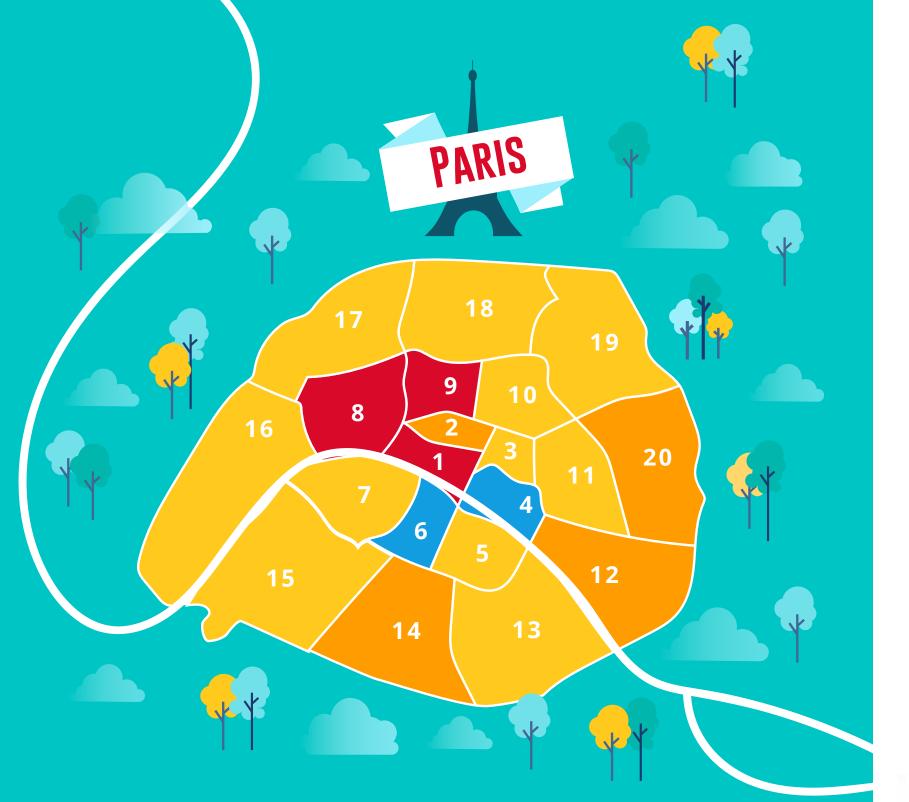
VAL-DE-MARNE



Tableau des 124 villes sur 1 an

8 298 € +8,7 %

3 975 € +8,9 %



INDICE DES PRIX SIGNÉS DES APPARTEMENTS DANS L'ANCIEN

Évolution sur 3 moisÉvolution sur 1 an

130 120 110 100 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020

Base 100 en déc. 2012

JUILLET 2020





SUR 3 MOIS

9 971 €

Affiché Signé -4,0%

SUR 1 AN

10 656 €

Affiché Signé +4,8% +4,5%





LES PRIX DES APPARTEMENTS DANS L'ANCIEN À PARIS PAR ARRONDISSEMENT

	Prix/m² signé	Affiché	Signé
1	11 012 €	+10,5 %	+9,1 %
2	11 338 €	+6,1 %	+5,1 %
3	12 145 €	+5,2 %	+4,8 %
4	12 201 €	-5,4 %	-2,2 %
5	11 802 €	+2,3 %	+2,7 %
6	13 485 €	+0,2 %	-1,1 %
7	14 503 €	+5,6 %	+3,3 %
8	14 428 €	+8,8 %	+9,1 %
9	11 777 €	+8,5 %	+10,2 %
10	9 795 €	+3,2 %	+3,8 %
11	10 277 €	+3,7 %	+4,4 %
12	9 104 €	+6,5 %	+5,9 %
13	8 470 €	+3,6 %	+4,6 %
14	10 406 €	+7,8 %	+7,9 %
15	10 556 €	+3,6 %	+3,9 %
16	12 364 €	+2,4 %	+2,5 %
17	11 621 €	+3,9 %	+3,9 %
18	9 265 €	+6,9 %	+3,4 %
19	7 760 €	+2,3 %	+1,6 %
20	8 477 €	+8,3 %	+7,6 %

LÉGENDE

Évolution sur 1 an du prix/m² signé

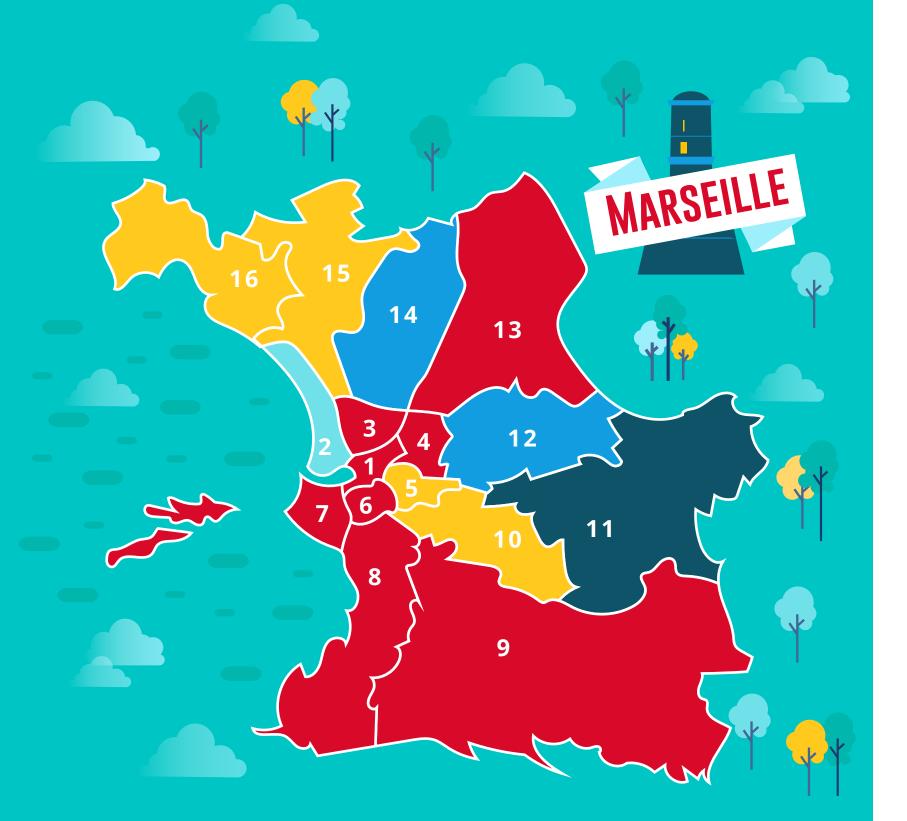
-5% de -5% de -1% de 1% de 5% et - à -1% à 1% à 5% à 9% et +

Baromètre LPI-SeLoger - Août 2020

Graphique des prix signés dans l'ancien Tableau des prix

TÉLÉCHARGER 🕹

Carte de Paris



FOCUS VILLE

SUR 3 MOIS

3 436 €

Affiché Signé +6,7% +8,3%

SUR 1 AN

3 465 €

Affiché Signé +7,1% +9,3%

LES PRIX DES APPARTEMENTS DANS L'ANCIEN À MARSEILLE PAR ARRONDISSEMENT

	Prix/m² signé	Affiché	Signé
1	3 013 €	+9,9 %	+10,6 %
2	3 067 €	-3,3 %	+0,3 %
3	2 044 €	+11,8 %	+13,8 %
4	2 739 €	+8,9 %	+9,7 %
5	2 917 €	+1,1 %	+3,1 %
6	3 799 €	+6,9 %	+9,5 %
7	4 447 €	+10,3 %	+14,5 %
8	4 834 €	+14,9 %	+13,7 %
9	3 032 €	+10,5 %	+15,4%
10	2 440 €	+2,0 %	+2,3 %
11	2 558 €	-6,7 %	-6,1 %
12	3 188 €	+0,4 %	-1,3 %
13	2 554 €	+9,8 %	+9,4 %
14	1 791 €	-5,7 %	-1,7 %
15	1 609 €	-0,3 %	+4,4 %
16	2 561 €	NC	+2,3 %

LÉGENDE

Évolution sur 1 an du prix/m² signé						
-5%	de -5%	de -1%	de 1%	de 5%	9%	
et -	à -1%	à 1%	à 5%	à 9%	et +	





INDICE DES PRIX SIGNÉS DES APPARTEMENTS DANS L'ANCIEN

Évolution sur 3 mois —— Évolution sur 1 an

130 2016 2017 2018 2019 2020

120 110 -100 -**JUILLET 2020** Base 100 en déc. 2012

TÉLÉCHARGER 🕹 Carte de Marseille

Graphique des prix signés dans l'ancien Tableau des prix





SUR 3 MOIS

6 123 €

Affiché Signé +7,2% +6,2%

SUR 1 AN

5 536 €

Affiché +10,7% +11,5%

LES PRIX DES APPARTEMENTS DANS L'ANCIEN

	Prix/m² signé	Affiché	Signé
1	6 166 €	+6,8 %	+7,1 %
2	6 741 €	+13,0 %	+10,0%
3	5 427 €	+10,9 %	+12,1%
4	5 919 €	+11,9 %	+13,7 %
5	4 655 €	+10,2 %	+13,9 %
6	7 009 €	+12,8 %	+11,5 %
7	5 084 €	+8,9 %	+10,6%
8	4 119 €	+12,4 %	+15,7%
9	3 693 €	+8,9 %	+8,0 %

LÉGENDE

Évolution sur 1 an du prix/m² signé de -1% de 1% de 5% à 1% à 5% à 9% de -5%





INDICE DES PRIX SIGNÉS DES APPARTEMENTS DANS L'ANCIEN

Évolution sur 3 mois

—— Évolution sur 1 an

150 140 130 120 110 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020

TÉLÉCHARGER 🕹

Carte de Lyon

Graphique des prix signés dans l'ancien Tableau des prix











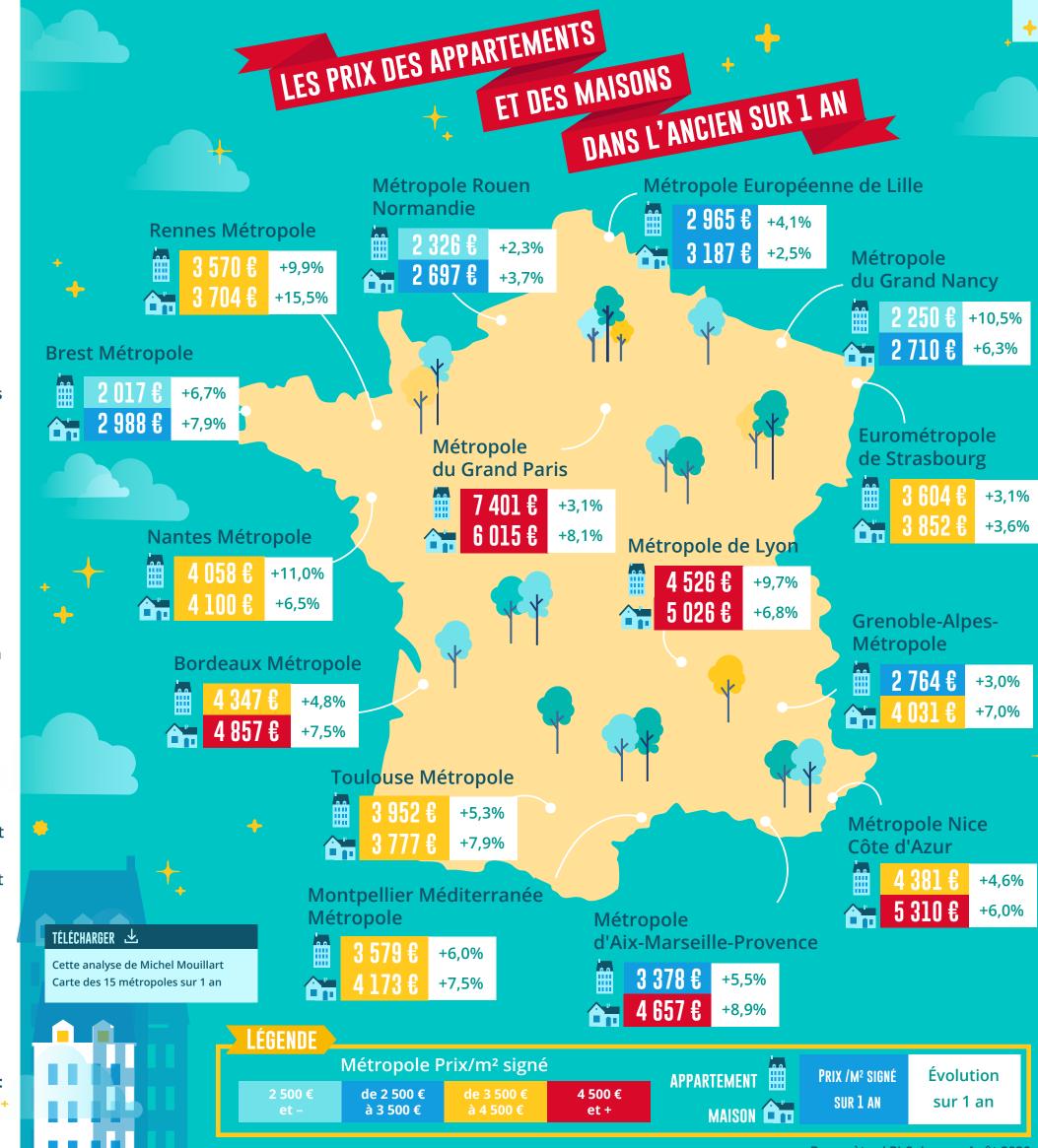
LES PRIX DANS LES MÉTROPOLES

DISPARITÉS PERSISTANTES ENTRE LES ESPACES MÉTROPOLITAINS

Entre les 3 métropoles les moins chères (Brest, Grand Nancy ou Rouen Normandie) et celle du Grand Paris, l'écart de prix est toujours de 1 à 3 pour les appartements anciens. En revanche, il est plus faible pour les maisons et il s'est encore réduit depuis le début de l'année, en réponse à la pression de la demande qui s'exerce partout sur le territoire sur un produit particulièrement recherché : l'écart entre les 3 métropoles les moins chères et les métropoles de Bordeaux, Lyon et Nice n'est plus que de 1.7. Les différences de prix restent à l'image du potentiel de développement économique des territoires et des niveaux de revenus des ménages résidants. Mais elles expriment plus encore que par le passé la rareté des biens disponibles dans le centre des métropoles, leur qualité et/ou les services qui leur sont associés (transports, équipements publics, commerces, ...), comme cela se constate par ailleurs sur le niveau des prix pratiqués. Néanmoins, elles ne reflètent pas toujours la qualité de vie constatée sur chacun des territoires (tranquillité, proximité de la nature, cadre de vie urbain et paysager, ...). La prise en compte de l'attractivité territoriale qui tient compte de l'environnement et du cadre de vie est souvent de nature à modifier le constat : les évolutions des prix constatés depuis le déclenchement de la crise de la Covid-19 en constituent une illustration.

En général, les prix sont plus élevés dans la ville-centre que sur le reste de la métropole. La surcote de la ville-centre est la plus forte pour Paris (35 % pour les appartements et 45 % pour les maisons) : depuis la sortie du confinement, le niveau de la surcote s'est même accru, dans le contexte d'une pénurie toujours plus forte sur Paris. Puis viennent Bordeaux, Lyon et Rouen (20 % pour les maisons et 15 % pour les appartements), exprimant encore une forte attractivité de l'espace central : cependant le déplacement de la demande, à la recherche d'une maison, vers les secteurs périphériques a pesé sur le niveau de la décote des appartements. Sur Nantes, Strasbourg ou Toulouse, la surcote se situe entre 10 % pour les appartements et 15 % pour les maisons, exprimant encore une bonne attractivité de l'espace central. Alors qu'avec une décote de moins de 10 %, Lille et Nancy présentent un espace métropolitain apparemment plus homogène.

En revanche, la ville-centre n'est guère plus chère que le reste de la métropole à Brest (voire à Marseille et à Montpellier pour les seuls appartements) : la demande qui y exprime ses préférences pour un habitat en maison individuelle (versus l'habitat collectif) s'éloigne de la ville-centre.







ÉVOLUTION DE LA MARGE DE NÉGOCIATION

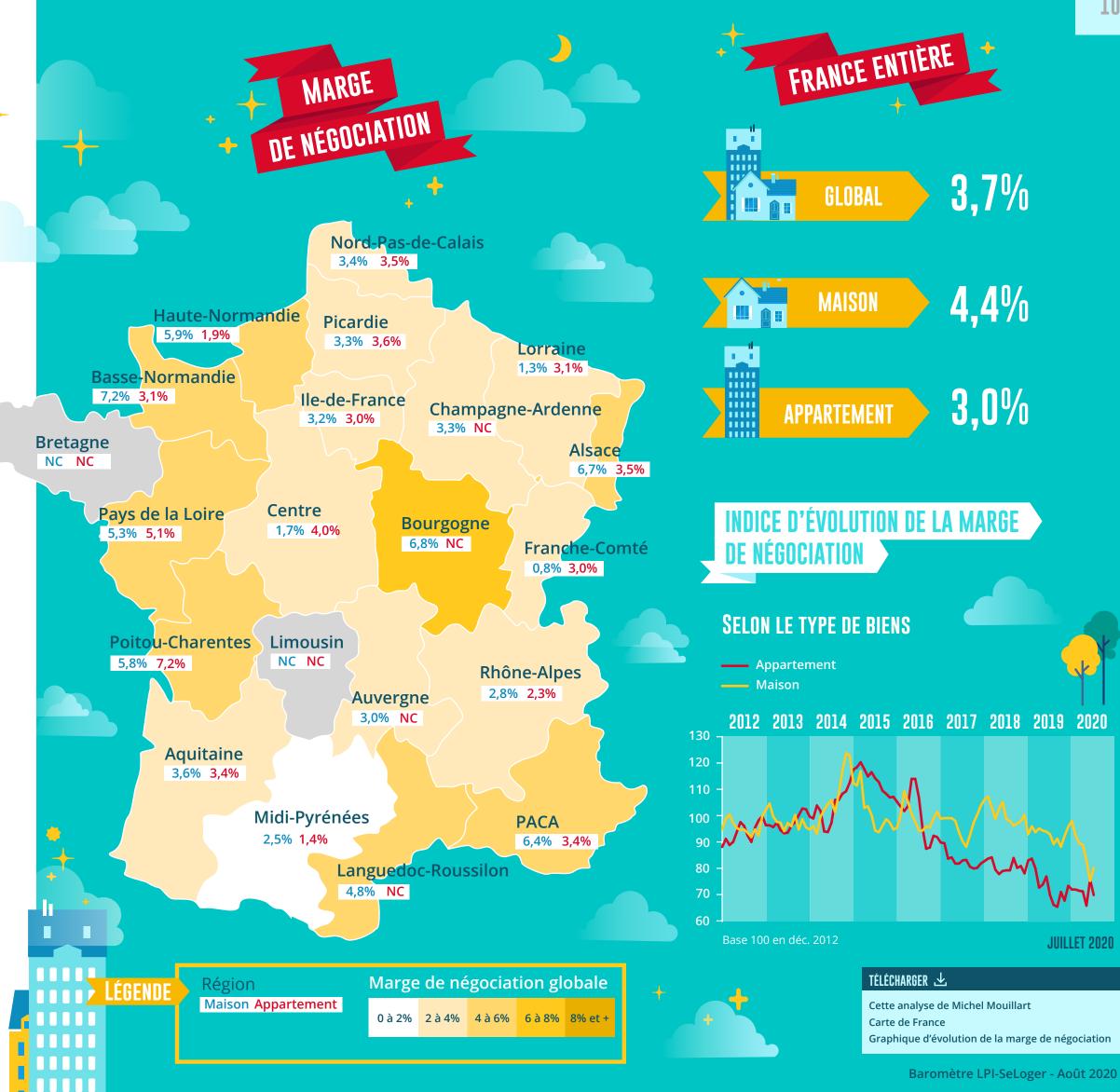
LES MARGES RÉSISTENT ET LES PRIX **AUGMENTENT**

En juillet 2020, France entière, la marge de négociation s'est établie à 3.7 %, en moyenne : 3.0 % pour les appartements et 4.4 % pour les maisons.

Les marges se stabilisent maintenant à des niveaux particulièrement bas, jamais observés par le passé même durant les périodes de (très) forte activité du marché de l'ancien. Sur le marché des maisons, après s'être véritablement effondrées en juin, elles s'affichent à 30 % sous leur moyenne de longue. En revanche, sur le marché des appartements, elles se stabilisent après la chute constatée en mai dernier pour se maintenir à 27 % sous leur moyenne de longue période.

Partout compte tenu de l'insuffisance d'une offre confrontée à une demande potentielle toujours très forte, les tensions se renforcent sur l'offre de biens disponibles à la vente : et pas seulement sur les marchés des grandes agglomérations où depuis un certain temps déjà la pénurie de biens à acquérir accompagne la pression de la demande, mais aussi sur les territoires ruraux et dans les villes moyennes. Les prix signés augmentent et les acheteurs préfèrent donc renoncer à leur pouvoir de négociation des prix affichés et accroître les chances de signer les compromis de vente des logements qu'ils convoitent.

Ainsi les marges les plus faibles se constatent autant dans des régions fortement urbanisées où les déséguilibres de marché sont marqués (Ile de France ou Rhône-Alpes) que dans des régions aux marchés habituellement considérés comme plus tranquilles (Champagne-Ardenne ou Franche Comté) ... mais où l'accession à la propriété avait été jusqu'à présent particulièrement active.



JUILLET 2020

JUILLET 2020





ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TRANSACTIONS EN FRANCE

UN REDÉMARRAGE DE L'ACTIVITÉ **SANS ENTRAIN**

Le rebond technique de la demande constaté depuis la sortie du confinement n'a pas été suffisant pour permettre au marché de renouer avec les niveaux d'activité de l'année dernière. Et les tendances qui se dessinent depuis le début de l'été confirment que les ressorts de la demande qui avaient porté le marché au zénith durant les dernières années sont grippés.

Pourtant les taux d'intérêt restent très attractifs, sans risque d'une remontée. Mais cela n'a jamais été suffisant : pour que l'activité s'établisse à haut niveau, il faut que les ménages modestes qui portent plus de 55 % du marché puissent réaliser leur projet immobilier. Or ces ménages sont fréquemment exclus du marché, en réponse au durcissement des conditions d'octroi des crédits imposé par les autorités monétaires : ce sont 100 000 achats de logements anciens qui vont ainsi être perdus en 2020, auxquels il faudra bien sûr ajouter les conséquences de la crise économique et sociale déclenchée par la crise sanitaire.

Déjà, l'activité mesurée en niveau annuel glissant est en recul de 16.3 % par rapport à juillet 2019. Et rien ne laisse augurer d'une amélioration de la conjoncture, en l'absence de mesures de relance du secteur du logement : le risque d'une deuxième vague va peser sur la reprise économique, le chômage va remonter et le pouvoir d'achat des ménages en répercuter les conséquences.

INDICE D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ VARIATION DE L'ACTIVITÉ **DU MARCHÉ (EN %) DU MARCHÉ NIVEAU ANNUEL GLISSANT NIVEAU ANNUEL GLISSANT** 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 Variation annuelle +3,8% -2,8% +9,6% +9,8% +2,4% -4,7% +8,4% Rythme annuel à fin juillet -8,5% +1,7% +4,8% +8,8% +7,1% -4,8% +6,3% -16,3% 130 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 120 110 100 Base 100 en déc. 2012 **JUILLET 2020** TÉLÉCHARGER 🕹 Cette analyse de Michel Mouillart Graphique d'évolution de l'activité du marché Graphique de variation de l'activité du marché, niveau annuel glissant **NIVEAU TRIMESTRIEL GLISSANT** Graphique de variation de l'activité du marché, niveau trimestriel glissant Rythme annuel à fin juillet Baromètre LPI-SeLoger - Août 2020 +2,3% -5,8% +12,3% +10,0% -2,1% -10,5% +21,8% -24,2% 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020





ÉVOLUTION DU NOMBRE TRANSACTIONS EN ÎLE-DE-FRANCE **ET EN PROVINCE**

UNE REPRISE DIFFÉRENTE SELON LES RÉGIONS

Depuis la sortie du confinement, la demande se relève. Certes, l'intensité de la reprise n'est pas toujours à la hauteur des espérances, mais les ventes de logements anciens se sont redressées presque partout sur le territoire métropolitain. Des différences s'observent néanmoins d'une région à l'autre.

Ainsi, France entière l'activité constatée au cours des 3 derniers mois reste en retrait de 24.2 % par rapport à la même période de 2019. Mais dans 3 régions, très différentes entre elles, les ventes actuelles ont rebondi plus rapidement qu'ailleurs et le déficit d'activité n'est plus que de l'ordre de 10 % : en lle de France où la pression de la demande reste à très haut niveau, en dépit des prix pratiqués ; mais aussi dans le Limousin et la Basse Normandie où au contraire la hausse des prix était restée modérée, par le passé.

De même, le déficit actuel d'activité se réduit rapidement (de l'ordre de 20 %) dans 6 régions (Auvergne, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute Normandie et Picardie) où la hausse des prix n'avait pas été excessive, permettant à la demande de mieux rebondir dès la fin du confinement. Mais comme dans ces régions la demande reste très dépendante de l'accès au crédit, les restrictions voulues par les autorités monétaires pèsent sur la reprise.

Ailleurs, le déficit des ventes reste élevé, de l'ordre de 30 à 40 %.

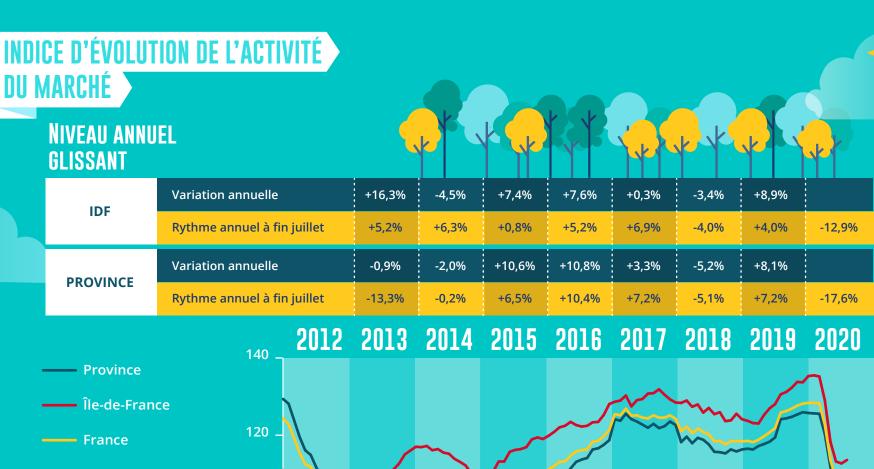
Michel Mouillart

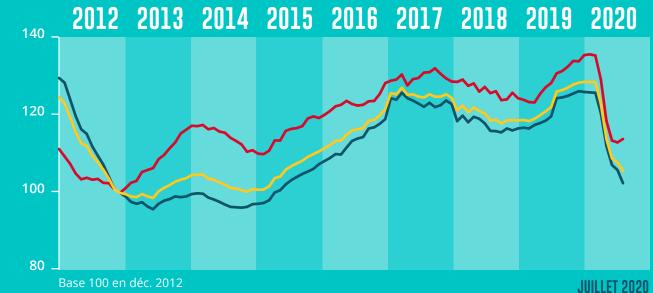
Professeur d'Economie, FRICS et porte-parole du baromètre LPI-SeLoger

TÉLÉCHARGER 🕹

Cette analyse de Michel Mouillart Graphique d'évolution de l'activité du marché Graphique de variation de l'activité du marché (en %)

Baromètre LPI-SeLoger - Août 2020







Province

Île-de-France

NIVEAU TRIMESTRIEL GLISSANT

IDF	Glissement annuel à fin juillet	+12,3%	-3,0%	+10,2%	
PROVINCE	Rythme annuel à fin juillet	-1,5%	-7,0%	+13,3%	



+10,2%

-6,9%

+15,9%

-12,2%

JUILLET 2020

MÉTHODOLOGIE

PRIX VOLUME DE TRANSACTIONS

Des prix moyens sont calculés par zone géographique (ville ou département), dans l'ensemble et pour chacun des 6 segments de marché retenus pour les maisons (du "3 pièces et moins" au "8 pièces et plus") et les appartements (du "studio et 1 pièce" au "6 pièces et plus"). Des indices de prix élémentaires (base 100 en décembre 2012) sont construits pour chaque zone, sur chacun des segments de marché. Les indices synthétiques de zone sont obtenus par pondération des indices élémentaires de zone : les pondérations correspondent aux structures de marché calculées sur la période 2006-2019 (donc sur la base de plus de 4.5 millions de références actuellement disponibles).

Les indices sont à correction des effets de structure. Les prix et les indices présentés au niveau régional ou national sont déterminés par pondération des indices élémentaires calculés au niveau départemental.

Les prix moyens affichés et signés sont calculés en moyenne trimestrielle glissante au niveau national, régional, départemental et pour les villes de plus de 150 000 habitants. Sur les zones de plus petite taille (les arrondissements, notamment), les prix sont en moyenne annuelle glissante.

Dans le tableau page 5, tous les prix sont en année glissante afin de pouvoir comparer des villes de taille différente entre elles. Cet indicateur d'activité permet de rendre compte des tendances d'évolution du marché de l'ancien.

Un échantillon de 2 200 agences réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain a été isolé : aucun redressement n'est opéré, la structure de cet échantillon étant représentative de celle de l'ensemble des 6 250 agences présentes dans l'Observatoire LPI (hors promoteurs, foncières et établissements de crédit).

L'indicateur est présenté en niveau annuel glissant (base 100 pour l'année 2012), depuis décembre 2007.

Il lui est associé deux mesures :

- Le rythme annuel d'évolution (en %) de l'activité mesurée en niveau annuel glissant et sa comparaison avec la situation observée il y a un an, à la même époque;
- > Le rythme d'évolution en glissement annuel (en %) de l'activité mesurée en niveau trimestriel glissant et sa comparaison avec la situation observée il y a un an, à la même époque.

En cas de défaillance d'une agence (cessation d'activité, principalement), son remplacement s'effectue en respectant deux contraintes principales : appartenance au même espace géographique (département/ville) et volume d'activité comparable.

MARGE DE NÉGOCIATION

La marge de négociation mesure la variation relative entre le prix affiché à la prise de mandat et le prix signé. Elle évalue chaque mois les conditions dans lesquelles les négociations entre les vendeurs et les acheteurs ont permis d'aboutir.

Elle résume l'intensité des tensions qui s'observent sur le marché.

La marge est déterminée pour chaque transaction réalisée par un professionnel. Le niveau moyen des marges et les indices d'évolution sont calculés selon la méthode utilisée pour les prix.

DÉFINITION

Évolution des prix sur 3 mois

Rythme d'évolution en glissement trimestriel du prix mesuré en moyenne trimestrielle glissante

Évolution des prix sur 1 an

Rythme annuel d'évolution du prix mesuré en moyenne annuelle glissante

Prix au m² affiché

Prix mesuré lors de la prise de mandat

Prix au m² signé

Prix mesuré lors de la signature du compromis



Michel MOUILLART

michel@mouillart.fr 06 07 65 59 95

Audrey LOPEZ

audrey.lopez@groupeseloger.com 01 53 38 28 42

Retrouvez toutes les données du baromètre LPI-SeLoger sur : www.lespriximmobiliers.com

L'association «Les Prix Immobiliers» a été créée le 22 décembre 2009 pour développer un observatoire des ventes de logements anciens et neufs fournissant aux différents acteurs un outil de connaissance précis des marchés.

Les membres actuels en sont :

BNP Paribas Immobilier Résidentiel Ancien, CapiFrance, Crédit Logement, Crédit Mutuel, Gecina, Groupe BPCE, HEXAOM, iad, OptimHome, SAFTI et Sogeprom







AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Les observations qui remontent et sont intégrées par LPI depuis sa création dans le calcul des prix et des indices correspondent à des logements anciens destinés exclusivement à l'habitation (donc hors les usages « mixtes »), vendus de gré à gré et acquis par des particuliers résidents.

LPI exclut donc de ses bases de données : les biens non entièrement anciens (et qui étaient par le passé clairement identifiés dans les statistiques de construction publiées par Sit@del sous la dénomination de « construction sur habitat existant »), les biens occupés, les biens en viager, les biens autres que d'habitation, les propriétés autres que pleines, les mutations autres que de gré à gré, … D'après l'INSEE (« Les

indices notaires-INSEE de prix des logements anciens », INSEE Méthodes, n°128, juillet 2014), ces situations particulières représentent, au total, près de 24 % des observations qui doivent être rejetées afin de procéder au calcul des indices de prix de l'ancien.

Et afin de mieux intégrer la connaissance des marchés que LPI a pu acquérir depuis 2006, les bases de pondération intervenant dans le calcul des prix et des indices au niveau national ont été redéfinies en s'appuyant sur les 4,5 millions d'observations disponibles. Les chiffrages présentés jusqu'alors n'ont pas été affectés, au-delà des mises à jour habituelles : cela concerne les niveaux des prix et des indices

déployés au niveau des communes, des départements ou des régions. En revanche, le poids relatif de la région lle de France a été réduit, au bénéfice principalement des régions les moins actives dans le marché (comme par exemple l'Auvergne, la Franche-Comté, Champagne-Ardenne ou le Limousin).

Ce sont donc les niveaux des prix et des indices présentés au niveau national qui ont été concernés. L'ensemble des indicateurs correspondant a été repris depuis 2010. Les rythmes d'évolution des indices n'ont été que faiblement affectés : en moyenne, 2/10ème à 3/10ème de point de variation annuelle.



































